



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

25/09/2025

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 245 du 25 septembre 2025



Depuis le mardi 16 septembre 2025, "95 %" des 480 employés de Saverglass sont en grève contre un plan qui prévoit la suppression de 139 postes.

Luttes

Communiqué d'Unité-CGT¹

Syndicalistes CGT, prenons nos destins en main !

On Bloque Tout pour Tout Gagner !

L'intersyndicale refuse d'engager le rapport de force

Dans un communiqué lamentable, l'intersyndicale a annoncé envoyer, sans rire, un ultimatum au Pouvoir, et ce faisant, un signe de faiblesse inacceptable et qui vise en réalité à casser la fédération des colères et l'élan de ce mois de septembre contre le gouvernement et le patronat.

"La balle est maintenant dans le camp du Premier ministre." affirme ainsi le communiqué de l'intersyndicale qui fait mine de menacer : "Si d'ici au 24 septembre il n'a pas répondu à leurs revendications, les organisations syndicales se retrouveront pour décider très rapidement d'une nouvelle journée de grève et de manifestations."

Chacun comprendra, au vu des tournures des phrases, des mots employés et de l'absence du mot "grève", que l'intersyndicale refuse en réalité d'engager le rapport de force. Ce mouvement social pour "tout bloquer" notamment par la grève, qui n'était pas à l'ordre du jour des directions syndicales confédérales, fait éclater la vérité : l'intersyndicale nationale, et sa stratégie d'attentisme permanent, joue contre le mouvement social.

D'ailleurs, chacun notera également l'incohérence et la faiblesse des revendications portées par l'intersyndicale, notamment sur la conditionnalité des aides aux entreprises, ou la simple abrogation de la réforme des retraites. Devant cette stratégie défaitiste, notre cahier revendicatif CGT, très clair notamment sur le retour de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans et l'augmentation des salaires, pensions, allocations, doit servir de base de discussion à la construction des revendications dans tous les secteurs et dans toutes les branches professionnelles.

Syndicalistes CGT, prenons nos affaires en main pour Tout Bloquer.

De très nombreux syndicats CGT se sont pleinement investis dans la réussite du 10 septembre, puis du 18 septembre. Des centaines de milliers de grévistes ont contribué à perturber et paralyser certains secteurs en particulier.

Cette vague puissante et offensive du camp des travailleurs, axée notamment sur la nécessité du blocage de l'économie, initiée le 10 septembre, ne doit pas retomber. Nous pouvons, tous ensemble et en même temps, faire dérailler les plans du patronat, du gouvernement, du président, du parlement.

La condition première, c'est la prise de conscience par les travailleurs et les travailleuses de leur rôle central dans la société, de la force immense dont ils disposent et de leur irruption dans le débat public "ici et maintenant", sans attendre de consignes autres que l'expression du débat et de la volonté collective. !

Une seconde condition : il est temps pour le mouvement social de passer un cran et dans la mobilisation et dans le contenu revendicatif. Au vu du communiqué et de la stratégie de l'intersyndicale, le constat de l'échec du "syndicalisme rassemblé", (après la lamentable défaite lors de la mobilisation contre la réforme des retraites), doit être tiré.

La conclusion logique est que notre CGT doit se libérer d'un carcan qui entrave artificiellement nos capacités d'actions et nos contenus revendicatifs. L'unité ce n'est pas aligner les logos, c'est unir en premier lieu les travailleurs et les travailleuses, à la base, dans les entreprises, ateliers et services.

Syndicalistes CGT, l'urgence de la situation nous commande d'être à la hauteur des enjeux de la période. La "vigilance" ou les "avertissements" sur les propositions de budget 2026 du gouvernement et sur les votes des parlementaires exprimées par notre Confédération CGT au soir du 18 septembre ne suffisent pas. Une semaine de déploiement ne suffit pas. Attendre l'intersyndicale ne suffit pas : pire cela nous lie les mains, démobilise les bases CGT et désespère les travailleurs et les travailleuses.

Après les succès des 10 et 18 septembre, qui aujourd'hui peut réellement prétendre qu' "il ne se passe rien ?" L'heure n'est certainement pas à l'attentisme : l'enjeu est, ici et maintenant, construire le processus de grève reconductible qui nous fera paralyser l'économie et l'Etat pour gagner.

Nous avons besoin de grèves, d'un processus de luttes et d'un appel clair à la grève nationale interprofessionnelle, en reconductible partout où c'est possible !

Du syndicat CGT à la Confédération CGT en passant par les Unions locales CGT et départementales CGT et les fédérations CGT, prenons nos affaires, et nos destins, en main !"

Au Havre, « 95 % des salariés » de Saverglass en grève contre les 139 suppressions d'emplois prévues

Depuis le mardi 16 septembre 2025, "95 %" des 480 employés de Saverglass sont en grève contre un plan qui prévoit la suppression de 139 postes.

la direction a demandé tous les sacrifices ax salariés, certains y ont même laissé la santé. *« Moi j'ai fait un infarctus à 44 ans par exemple, et quand j'ai dit à l'hôpital où je travaillais, on m'a dit que je n'étais pas le premier qu'ils voyaient venir de ce site. Les gens qui tombent malades à cause du rythme de travail, c'est fréquent ici. »* C'est aussi leur salaire qu'on leur a demandé de sacrifier, puisque la direction a proposé l'an dernier de baisser les salaires de 5%, pour « sauver les emplois ».

« Heureusement qu'on n'a pas accepté ! On l'aurait fait on serait au même stade et en plus on aurait perdu de la thune, car on voit bien dans leurs investissements qu'ils prévoient tout pour les autres sites et rien ici ! ».

En fait, la direction organise la fermeture du site à petit feu, en redistribuant les activités vers d'autres sites ou d'autres pays. Les salariés du Havre ont même formé plusieurs personnes pour des sites à Dubaï où au Mexique.

Le plan de licenciement annoncé, a été la goutte qui a fait déborder le vase. Pour les licenciés, l'indemnité supra légale proposée est de 500€ par année d'ancienneté, autrement dit une misère. En comparaison, la CGT a exigé 4.000€ par annuité. Une revendication qui n'est pas faite de gaité de cœur et qui est déjà une concession puisque, comme l'explique Jérôme, de la CGT Saverglass, *« il serait possible d'annuler le PSE et de faire une autre solution, mais la direction ne veut rien savoir ».*

La situation des Saverglass au Havre résonne avec l'actualité dans le pays. Plus de 400 PSE ont été recensés par la CGT actuellement. Que ce soit dans ces entreprises ou par le budget du gouvernement, on cherche à faire payer les travailleurs pour ne pas toucher aux profits capitalistes.

Les travailleurs de Saverglass ont besoin de la plus grande solidarité de classe.

Dernière information : Les négociations entre direction et syndicats n'ont pas abouti. « Nous, on est prêts à signer l'accord sur les mesures d'accompagnement, des aides à la formation, un congé de reclassement, une indemnité supra-légale, qu'on a réussi à faire augmenter [mardi soir] grâce à la mobilisation, de 10 000 euros et 2 000 euros par année d'ancienneté ». Au total se sont 114 emplois qui seront concernés par le PSE.

Université de Nantes : atteintes aux libertés

Nantes Université accélère la répression contre les étudiant·es et le personnel mobilisé·es ! Et invente un Règlement Intérieur hallucinant ! Sont ainsi à l'ordre du jour du Conseil académique de et du conseil

d'administration de Nantes Université, des modifications au Règlement Intérieur qui visent à interdire toute réunion ou expression qui pourrait déplaire à la Présidence.

Dans son projet de délibération, des poursuites disciplinaires pourraient ainsi être dorénavant engagées contre toute personne participant à un regroupement « non autorisé » dans l'enceinte de l'établissement. Cet article permettrait par exemple de sanctionner tous·tes les étudiant·es qui participent aux Assemblées Générale ou à des rassemblements sur les campus, qui n'auraient pas été déclarés à la Présidence dans un délai d'un mois.

Outre la modification de cet article 11, c'est aussi l'article 4 sur liberté d'expression qui est modifié afin de pouvoir poursuivre « l'usage abusif de la liberté d'expression ». C'est une modification du même article qui interdit au personnel et usager·ères de porter atteinte à la réputation de l'établissement, y compris sur les réseaux sociaux. Ce n'est pas seulement une atteinte à la liberté d'expression ici ; c'est un risque aussi pour la liberté syndicale. Des étudiant·es ou des personnels se retrouveront-ils bientôt devant une commission disciplinaire ou un tribunal pour avoir dénoncé les conditions de travail et d'études qui se dégradent ? La présidence de l'Université veut-elle ainsi réduire au silence les étudiant·es et le personnel qui se mobilisent contre les politiques d'austérité, les lois racistes, et les différents projets qui dégradent nos conditions de vie et d'études ? N'a-t-elle pas, par ailleurs, exprimé une forme de complaisance avec l'UNI (organisation d'extrême droite) lorsque cette organisation a menacé et agressé des étudiant·es lors des élections universitaires étudiantes, allant même jusqu'à engager des poursuites disciplinaires à l'égard d'un étudiant qui a subi une, agression raciste ? Nous sommes inquiet·es, nous ne le cacherons pas, de ce glissement autoritaire et liberticide induit par ce projet de Règlement Intérieur. En vérité, cette modification du règlement intérieur porte atteinte aux libertés de la communauté universitaire dans son ensemble et servir les intérêts de celles et ceux qui souhaitent une université aseptisée, s'accordant ainsi aux gouvernements qui visent à « mettre la jeunesse et les salariés au pas ». Elle s'attaque aussi potentiellement aux libertés académiques. Ce projet de Règlement Intérieur manifeste une volonté de réprimer les mouvements sociaux : il traduit une attaque massive contre la liberté d'expression et de réunion, mais représente aussi une menace sensible pour les droits syndicaux. Nous ne nous laisserons pas faire ! Nous attendons de la Présidence l'abandon *sine die* de ce projet de Règlement Intérieur.

Dns un communiqué commun², les organisations syndicales s'inquiètent de ce projet : " *Ce n'est pas seulement une atteinte à la liberté d'expression ici ; c'est un risque aussi pour la liberté syndicale. Des étudiant·es ou des personnels se retrouveront-ils bientôt devant une commission disciplinaire ou un tribunal pour avoir dénoncé les conditions de travail et d'études qui se dégradent ? La présidence de l'Université veut-elle ainsi réduire au silence les étudiant·es et le personnel qui se mobilisent contre les politiques d'austérité, les lois racistes, et les différents projets qui dégradent nos conditions de vie et d'études ? N'a-t-elle pas, par ailleurs, exprimé une forme de complaisance avec l'UNI (organisation d'extrême droite) lorsque cette organisation a menacé et agressé des étudiant·es lors des élections universitaires étudiantes, allant même jusqu'à engager des poursuites disciplinaires à l'égard d'un étudiant qui a subi une agression raciste ?*

Nous sommes inquiet·es, nous ne le cacherons pas, de ce glissement autoritaire et liberticide induit par ce projet de Règlement Intérieur. En vérité, cette modification du règlement intérieur nous semble porter atteinte aux libertés de la communauté universitaire dans son ensemble et servir les intérêts de celles et ceux qui souhaitent une université aseptisée, s'accordant ainsi aux gouvernements qui visent à « mettre la jeunesse et les salariés au pas ». Elle s'attaque aussi potentiellement aux libertés académiques.

Ce projet de Règlement Intérieur manifeste une volonté de réprimer les mouvements sociaux : il traduit une attaque massive contre la liberté d'expression et de réunion, mais représente aussi une menace sensible pour les droits syndicaux."

Limoges : grève chez Valeo

Après les licenciements subis chez Valeo Limoges, la CGT appelle les salariés à faire grève le mardi 23 septembre. A l'appel de la CGT, les salariés de Valeo seront appelés à faire grève devant l'usine, à Limoges, le, mardi 23 septembre. Le syndicat dénonce les conséquences du PSE pour le personnel du territoire.

À Luminy (Marseille), Innate pharma veut réduire ses effectifs de 30%

Selon le journal *La marseillaise*, la société *Innate Pharma*, spécialisée dans la recherche pharmaceutique contre le cancer, va lancer un plan de licenciements au premier semestre 2026. Largement soutenue par les deniers publics, elle plaide les difficultés de financement du secteur.

Stellantis : trois semaines de chômage

Stellantis³ vient d'annoncer que le site de Poissy qui emploie 2.000 salariés sera en situation de chômage partiel trois semaines en octobre sous forme d'une semaine de congés et deux semaines de chômage partiel. D'autres sites de Stellantis sont touchés par cette mesure. L'usine allemande d'Eisenach s'arrêtera cinq jours, celle de Saragosse

(Espagne) sept jours et le site polonais de Tychy ne tournera pas durant neuf jours. Quant à Madrid et à Pomigliano, elles seront mises sur pause durant respectivement quatorze et quinze jours.

Cette situation témoigne des difficultés profondes de l'industrie automobile en Europe et en France. Selon J. P. Mercier délégué syndical, la direction : *"accélère le plan de fermeture de l'usine"*.

De son côté, la CGT avait dénoncé lors de la présentation des résultats du 1er semestre 2025, une « *manipulation de communication médiatique* » et rappelait que ce n'est pas la première fois que le groupe use de ces méthodes pour préparer la casse sociale : *« PSA (devenu Stellantis en 2021) avait déjà fait la même écriture comptable en 2012 pour justifier des aides d'état, un accord de compétitivité qui a fait baisser les salaires et augmenter la flexibilité de tous les salariés du groupe et surtout pour finaliser la fermeture de son usine à Aulnay »*.

Stellantis n'est pas le seul constructeur européen à rencontrer des difficultés : vendredi, le groupe Volkswagen, fleuron en crise de l'industrie automobile allemande, a revu à la baisse ses prévisions pour 2025. Premier constructeur automobile européen, Volkswagen prépare la suppression de 35.000 postes en Allemagne.

Gournay-sur-Aronde (oise) La grève se poursuit à Storengy

Le mouvement de grève lancé début septembre par la FNME-CGT dans le secteur de l'énergie se poursuit sur le site de stockage souterrain de gaz Storengy à Gournay-sur-Aronde.

Les premières journées d'action, du mardi 2 au jeudi 4 septembre, avaient mobilisé près de 250 sites partout en France, incluant des usines, des sites Seveso et des sièges sociaux. Sur le site de Gournay-sur-Aronde, les salariés avaient procédé à des arrêts de production et à des filtrages à l'entrée.

Les revendications portent sur une revalorisation salariale de 9 %, l'amélioration des rémunérations des services d'astreinte, l'attribution de deux échelons d'ancienneté supplémentaires liés à la réforme des retraites, ainsi que la baisse de la TVA à 5,5 % pour soulager les ménages.

La semaine dernière, du mardi 16 au jeudi 18 septembre, le blocage du stockage souterrain de gaz de Storengy avait été reconduit. Le mouvement se poursuit cette semaine.

Le 22 septembre, les salariés indiquaient se préparer pour une nouvelle journée de mobilisation le 23 septembre dès 6 h 30 et pour toute la semaine. Un repas collectif est prévu le midi sur le site.

Le mouvement, entamé début septembre, reste actif sur le site de Gournay-sur-Aronde. Le préavis de grève court pour l'instant jusqu'au mois de décembre.

Annulation du PSE chez Auchan

La justice a tranché et invalide le plan de sauvegarde de l'emploi conclu en mars dernier entre Auchan Retail France et trois syndicats sur cinq (CFTC, CFDT et Sega CFE-CGC) représentant 74% des salariés. Il avait été approuvé par l'administration régionale du travail le 29 avril 2025. Le plan prévoyait 2389 suppressions d'emplois. La CGT et Force Ouvrière, qui n'avaient pas signé l'accord, avaient donc raison de ne pas signer. Saisi de deux requêtes, l'une de la fédération CGT des personnels du commerce, de la distribution et des services, l'autre du comité social et économique (CSE) et de plusieurs salariés de l'une des sociétés du groupe, le tribunal administratif a annulé cette dernière décision, par un jugement du 23 septembre 2025. du côté de la CGT, l'heure est à la satisfaction. *"Pour nous, ça reste une grande victoire, puisqu'aujourd'hui, on bataille pour la reconnaissance du groupe Mulliez dans son entité complète"*, estime Hervé Louboutin, représentant syndical à Béziers. *"Là, c'est la justice qui donne raison à l'organisation syndicale sur la nature de la constitution de l'entreprise."* Selon lui, la décision ouvre une brèche. *"Ça veut dire que si demain l'association Famille Mulliez décide de refaire un plan social, ils seront obligés de reclasser les salariés dans l'ensemble du groupe, qui comprend Leroy Merlin, Decathlon ou encore Norauto"*.

Dans un communiqué⁴ la Fédération CGT du commerce se félicite de cette décision : *"La Fédération ne peut que se féliciter de cette victoire, et veillera à ce que les termes de ce jugement soient appliqués en faveur des 2.300 travailleurs concernés, mais également pour tous les travailleurs dont les multinationales ont les mêmes pratiques."*

Paris : inauguration syndicale de l'allée Amara Dioumassy mort au travail

La CGT organise une inauguration syndicale de l'allée Amara Dioumassy⁵. Elle se déroulera samedi 27 septembre 2025 à 13H, square Marie Curie, 29 Bd de l'Hôpital, Paris 13e. Le 16 juin 2023, Amara Dioumassy, 51 ans, ouvrier du BTP, immigré malien, mourait sur le chantier du bassin d'Austerlitz, destiné à rendre la Seine baignable pour les Jeux Olympiques de 2024., La CGT considère qu'Amara est mort parce que les règles de sécurité les plus élémentaires n'ont pas été respectées par les entreprises co-traitantes présentes sur le chantier.

Patronat : Pas touche au grisbi !

Le patronat mène la lutte de classe pour la défense de ses intérêts, ceux de la classe exploiteuse et principalement ceux des grandes entreprises capitalistes. Il n'hésite pas à se produire sur la place publique par des manifestations et

des meetings, ainsi Patrick Martin le Président du Medef, vient-il de menacer d'une immense mobilisation patronale et d'un grand meeting dans les jours à venir contre ce qu'il nomme : " la zucmania " autant dire qu'il ne veut surtout pas entendre parler de justice fiscale. Pour lui, seuls les actionnaires créent de la richesse et les travailleurs doivent leurs dires merci ! Pas sur cependant que le Medef fasse le plein, déjà l'U2P représentant des petites entreprises se tient à l'égard de cette initiative. Si les grands monopoles capitalistes veulent faire la loi, il n'est pas si évident que les petits et moyens entrepreneurs aient les mêmes intérêts à défendre.

Dossier économie

L'activité du secteur privé en France a enregistré en septembre sa plus forte contraction depuis avril

Selon les données préliminaires publiées mardi par S&P Global et Hamburg Commercial Bank (HCOB), l'activité du secteur privé en France a enregistré sa plus forte contraction depuis avril. Le HCOB PMI® (INDEX DES COMMANDES DES ACHATS) est un indicateur économique central qui est développé en coopération entre Hambourg Commercial Bank (HCOB) et S&P Global⁶. Cet indice fournit des informations sur le développement économique de la zone euro et en particulier des pays d'Allemagne, de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Il est considéré comme un indicateur précoce fiable de la situation économique et sert de base importante à la prise de décision pour les entreprises, les investisseurs et les acteurs politiques. Ses données doivent donc être connues pour appréhender l'évolution réelle de la situation économique.

Ainsi, l'indice PMI composite de la France s'est établi à 48,4⁷ en septembre, son plus bas niveau depuis cinq mois, contre 49,8 en août. Les économistes s'attendaient à un indice de 49,7.

L'indice PMI du secteur des services s'est replié en septembre, à 48,9 après 49,8, en août, au plus bas depuis deux mois. L'indice du secteur manufacturier s'est contracté à 48,1 contre 50,4 le mois précédent, au plus bas depuis trois mois.

"Après les signes de stabilisation de l'économie observés pendant les mois d'été, les données PMI composites de septembre marquent un difficile retour à la réalité pour le secteur privé français", a commenté Jonas Feldhusen, économiste à la Hamburg Commercial Bank.

Au regard de l'évolution de l'économie française, les experts tablent sur des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) français compris entre 0,5% et 1% en 2025 et 2026. Ces prévisions de croissance du PIB sont cohérentes avec celles annoncées par les instituts économiques et marquent un ralentissement durable de l'activité économique. Avec la multiplication des plans de licenciements et de fermetures d'entreprises, elles donnent corps à l'analyse d'une crise qui s'installe durablement. Cette crise du système de production capitaliste n'est pas propre à la France et les décisions prises par les grandes puissances capitalistes et en particulier les États-Unis de déclencher une guerre commerciale, monétaire et douanière ne font qu'en aggraver le cours.

69.000 défaillances d'entreprises

Selon une étude publiée le 23 septembre. 69 000 défaillances d'entreprises sont prévues par BPCE⁸ L'Observatoire indique une hausse de 3 % par rapport à 2024, Le seuil des 68.000 défaillances a été dépassé "pour la première fois" avec 68.400 défaillances en août en cumul sur un an. L'étude relève aussi que la hausse des défaillances concerne surtout les entreprises de grande taille en atteignant + 50 % pour les PME et + 94 % pour les ETI. Sur un an, 253.000 emplois sont menacés en lien avec ces défaillances. Selon Altares, 16.600 défaillances d'entreprises ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 2025.

Stellantis : le football, les labos...agents de désindustrialisation ?

Stellantis a annoncé l'interruption des activités de son site de Poissy du 3 octobre au 31 octobre. Ce site rassemble environ 2.600 salariés qui seront ainsi mis en congé forcé au chômage partiel.

Cette décision de mettre en vielle la dernière usine d'assemblage d'Ile de France s'expliquerait par les difficultés rencontrées dans les ventes du modèle Opel Mokka alors que la production de ce modèle est prévue jusqu'en 2028 (l'autre modèle produit par l'usine est la DS3).

Aucun nouveau modèle, pris en charge par cette unité de production, n'a été annoncé alors que les autres unités du groupe sont dotées de perspectives de production jusqu'à 2030-32. Déjà la production du site de Poissy sera en forte baisse en 2025 par rapport à l'année précédente.

Le groupe automobile envisage de transformer le site de Poissy en « Campus vert » capable d'accueillir 8.200 ingénieurs et cadres de recherche (l'équivalent du site de Guyancourt de Renault, plus grand de ce constructeur sur le territoire nationale).

Une autre option est ouverte avec la possibilité d'accueillir sur le site de Poissy le futur stade de l'équipe de football Paris Saint Germain (en concurrence avec Massy), ce qui contrarie un peu la Région Ile de France qui plaide pour le maintien d'une activité manufacturière forte pour rendre le projet sportif viable, selon ses dires.

Stellantis n'est pas en difficulté financière mais il veut conserver ses marges dans un contexte de concurrence aigüe de la part des constructeurs automobiles chinois qui ont effectué leur transition vers l'automobile électrique. Il y a bien donc en œuvre une logique de rentabilité et l'arrêt de l'usine de Poissy n'est sans doute pas qu'une simple manœuvre conjoncturelle avec des conséquences à terme à la fois pour les travailleurs de Stellantis mais également pour les équipementiers et sous-traitants (Valeo, Derichebourg) qui dépendent de l'activité du site.

Monde et solidarité internationaliste

Italie : des centaines de milliers de manifestants et une journée de grève massive contre le génocide à Gaza



La première journée de grève nationale appelée par l'USB⁹ (L'Union Syndicale de Base¹⁰ est une organisation de lutte de classe syndicale en Italie. Elle est adhérente à la FSM) et les dockers de Gênes en soutien à la Palestine a été bien suivie. Plus de 100.000 personnes ont marché à Rome tandis que la grève a été particulièrement réussie dans les transports. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, lundi, à travers toute l'Italie pour « dénoncer le génocide à Gaza », lors d'une journée de mobilisation marquée par des grèves et des blocages à l'appel de plusieurs syndicats reprenant le slogan du mouvement français *Bloquons tout*.

Pérou : violente répression de la police contre les manifestants anti-gouvernement à Lima

Les 20 et 21 septembre, des étudiants, des syndicalistes et des collectifs citoyens ont manifesté contre le gouvernement de Dina Boluarte accusé de saper l'État de droit, dénonçant la corruption des membres du gouvernement, la répression des manifestants qualifié de terroristes et de *hordes violentes*¹¹. Le 21 et le 22 septembre, la lutte a été réactivée par une réforme de la loi sur les retraites qui a obligé les travailleurs indépendants à cotiser aux AFP (système national de retraite privé) à partir de 2028 et oblige les jeunes de plus de 18 ans à s'affilier à un fonds de pension privé.

Alors que le taux de pauvreté a augmenté de 1,5% en 2023 et que le nombre de pauvres a augmenté d'un million depuis la prise de pouvoir de Dina Boluarte. 9.780.000 Péruviens sont classés comme pauvres. Le Pérou se classe au 4ème rang des pays les plus inégalitaires au monde. Selon l'Observatoire des Inégalités, seulement 1% de la population détient 30% des richesses.

La réunion : La grève à l'usine de Bois Rouge se poursuit mercredi, les planteurs n'excluent pas, eux aussi, de passer à l'action

La campagne sucrière est de nouveau perturbée dans l'Est de l'île de la Réunion du fait d'un mouvement des salariés de la Sucrerie de Bois Rouge à Saint-André. Un piquet de grève a été planté dès l'aube pour demander plus de pouvoir d'achat. La mobilisation est reconduite, jusqu'à nouvel ordre.

Pour Willy Moutoussamy, délégué CGTR, "Ce mouvement de grève fait suite à notre pouvoir d'achat qui est en baisse alors que la cherté de la vie est incontestable à La Réunion. C'est aussi pour valoriser un peu les efforts fournis par les travailleurs de l'usine". Les salariés réclament aussi un 14ème mois de salaire. pour le délégué de la CGTR : " Avoir le 14ème mois c'est obtenir la reconnaissance de notre technicité dans l'usine. C'est aussi pour nous soulager, ça nous aiderait par rapport à l'inflation, par rapport à nos primes car on sait très bien qu'elles seront à la baisse en fin d'année, ça sera un manque à gagner."

¹ https://www.facebook.com/photo/?fbid=849753497393748&set=a.301735925528844&locale=fr_FR

² <https://cgt.fercup.net/syndicats/pays-de-loire/universite-de-nantes/actualites-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche/article/nantes-universite-accelere-la-repression-contre-les-etudiant-es-et-le-personnel>

³ Stellantis est la dernière usine de montage automobile d'Ile-de-France

⁴ <https://cloud.cgt.fr/index.php/s/ZbiXSCdXWTxTByZ?dir=/&editing=false&openfile=true>

⁵ <https://cloud.cgt.fr/index.php/s/ZbiXSCdXWTxTByZ?dir=/&editing=false&openfile=true>

[6](https://xpert.digital/fr/indice-des-directeurs-d-39-achats/) <https://xpert.digital/fr/indice-des-directeurs-d-39-achats/>

[7](#) Une valeur supérieure à 50 indique une expansion de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un chiffre inférieur à 50 reflète une contraction.

[8](https://newsroom.groupebpce.fr/actualites/etude-defaillances-dentreprises-en-france-bilan-a-fin-aout-2025-et-perspectives-0ee97-7b707.html) <https://newsroom.groupebpce.fr/actualites/etude-defaillances-dentreprises-en-france-bilan-a-fin-aout-2025-et-perspectives-0ee97-7b707.html>

[9](https://fr.wikipedia.org/wiki/Unione_Sindacale_Italiana) https://fr.wikipedia.org/wiki/Unione_Sindacale_Italiana

[10](https://www.usb.it/index.html) <https://www.usb.it/index.html>

[11](#). En 2023, 48 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre durant des manifestations contre la destitution du président Pedro Castillo et la prise de pouvoir de Dina Bouarte

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service